Les négociations sur les salaires et la prime PPV n'ont pas été à la hauteur attendue et espérée par les salariés. Aucune de ces propositions faites par la direction nationale, n'a obtenu de signature de la part des organisations syndicales.

L'ensemble des salariés nous font remonter leur incompréhension face à une position aussi fermée, loin de la réalité de l'inflation qui galope. Ils en déduisent un manque de considération à leur égard qui laisse des traces.

Avec l'annonce faite par la Fédération en termes de bénéfices, 3,5 milliards pour 2022 et une projection pour les CR de 2,5 milliard pour 2023, ils ne comprennent pas que les directions nationales et régionales ne soient pas dans la dynamique de maintenir le pouvoir d'achat de leurs salariés.

Vous avez eu l'occasion d'inviter dans nos murs Monsieur Philippe Dessertine, économiste de renom, qui vous a clairement expliqué que les entreprises qui versaient des primes se trompaient de combat et que c'était le salaire qu'il fallait augmenter.

Plus d'une année de résultat dans le FRBG, plus de 4 milliards de fonds propres, permettent à notre caisse d'absorber les risques économiques, tout en augmentant les salaires. Vous en avez largement les moyens.

Les manifestants contre la réforme des retraites mettent en avant le besoin d'augmenter les salaires plutôt que le temps de travail. Ils démontrent par un comportement exemplaire leur détermination.

Afin de ne pas arriver à des solutions extrêmes ou de ne pas décourager vos collaborateurs en déconsidérant leur déception profonde, nous vous demandons une réouverture des négociations sur le positionnement des emplois avec la mise à plat des conditions de rémunérations au sein de la Caisse Régionale et un complément de prime comme annoncé à nos collègues de Pyrénées-Gascogne.

Nous attendons un geste fort de votre part afin de redonner un sens au travail effectué et une reconnaissance légitime des efforts des salariés qui voient leur niveau de vie se dégrader.